



Le 26 septembre 2016

DECLARATION du 26 septembre 2016

Mesdames, Messieurs,

Les sections syndicales FO, CGT et SOLIDAIRES de la DGFIP de la Haute-Loire vous remercient d'avoir répondu à l'appel à manifester ce jour contre la fermeture de la trésorerie de ST JULIEN CHAPTEUIL au 1er janvier 2017.

La DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques), partenaire historique des collectivités locales, est engagée dans une entreprise de fermetures de trésoreries sans précédent.

Frappée de plein fouet par la politique drastique de réduction des budgets, elle-même imposée par l'Union Européenne pour satisfaire les marchés financiers, l'administration fiscale cherche à adapter son réseau à la diminution des effectifs (plus de 2000 par an depuis 2002) et à la réforme territoriale imposée par la loi NOTRÉ.

Pour parvenir à ses fins, et dans la continuité du Pacte de Responsabilité destiné à réaliser 50 milliards d'économies, la Direction Générale met en place ses fameuses « lignes directrices » qui sont un véritable inventaire à la Prévert de la liquidation programmée de notre administration. Ainsi toutes les missions des Finances Publiques sont atteintes.

Dans notre département, le recouvrement de l'impôt des particuliers a déjà été transféré de 3 trésoreries (St Paulien, St Julien Chapteuil et Paulhaguet) vers les SIP (Service des Impôts des Particuliers) du PUY EN VELAY et de BRIOUDE. Des fermetures de postes ont eu lieu : PRADELLES, FAY SUR LIGNON. Les fermetures des trésoreries de MONTFAUCON et ST JULIEN CHAPTEUIL sont prévues pour le 31 décembre 2016.

Une suppression en cachant une autre, à qui le tour ; PAULHAGUET, VOREY, ST PAULIEN, STE FLORINE, TENCE, BAS EN BASSET... ?

De la même manière, la mise en place de Centres de Services Communs (CSC) va conduire à la mutualisation de tâches effectuées jusqu'à présent par chaque trésorerie. Cette possibilité de travail à distance en mode back-office en déléguant à une structure départementale l'essentiel des missions des comptables publics, notamment le visa et la réalisation des dépenses et des recettes,

sera le prétexte tout trouvé à fermer les trésoreries dont l'activité ne justifiera plus le maintien des personnels.

Le dépeçage des trésoreries rurales ne fait qu'anticiper celui d'autres services :

- fusion de services identiques : quel avenir pour le SIE (Service des Impôts des Entreprises) de BRIOUDE actuellement objet d'une expérimentation de travail à distance avec le SIE du PUY EN VELAY ?
- En matière domaniale, menaces sur les évaluations réalisées par la DGFIP pour les collectivités locales.
- réduction du rôle des SIP, SIE et trésoreries comme services de proximité : plages d'accueil réduites et offre de rendez-vous systématique. Par la promotion et l'obligation de services en ligne, les usagers ne doivent plus se déplacer !
- Suppression du numéraire au mépris des usagers et des collectivités.

Le projet de prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, prétexte à de nouvelles suppressions d'emplois sera tout sauf une simplification administrative.

Il y aura toujours une déclaration d'impôt à faire. Les contribuables seront confrontés à 2 interlocuteurs : l'administration fiscale et le tiers collecteur (employeur -organisme de retraite – pôle emploi).

Dans un contexte de réductions des dotations de l'Etat aux collectivités locales toutes ces restructurations participent au désengagement total de l'Etat dans ses missions de service public au service des citoyens. Cette politique ne peut qu'engendrer le recul des principes républicains garantissant l'égalité de traitement des citoyens et la désertification accrue de l'ensemble des zones rurales. La contraction des services de l'Etat et tout particulièrement de la DGFIP ne peut répondre aux attentes du public ni à celles des personnels.

Les représentants des personnels FO, CGT et SOLIDAIRES défendent une autre vision que celle d'une administration virtuelle uniquement à l'écoute des plus aisés et des plus instruits. Ils condamnent également la fausse solution des « Maisons de Service au Public » fourre-tout qui sont chargées d'accomplir des missions de services publics ou privés et dont le fonctionnement est mis à la charge, le plus souvent, des collectivités territoriales.

Sans service public de proximité accessible à tous, ce sont les fondements de la République qui sont attaqués.

L'expérience d'autres départements nous enseigne que la mobilisation des élus locaux et des personnels ont fait reculer la Direction Générale des Finances Publiques dans la mise en œuvre de décisions de fermetures de trésoreries, alors que les arrêtés étaient signés.

Il n'est pas trop tard pour organiser la résistance ! Que cette manifestation ne soit pas un baroud d'honneur, mais le prélude à d'autres actions, pourquoi pas devant la Direction Départementale des Finances Publiques ou à la Préfecture !

Allons exiger ensemble de la Direction Départementale des Finances Publiques de Haute-Loire qu'elle renonce à sa décision de fermeture de la Trésorerie de ST JULIEN CHAPTEUIL.

